

leures que celles que donnerait un Gouvernement conservateur.

Cette mission a échoué, comme on l'a démontré au cours du présent débat, et il y avait encore du mécontentement. Le premier ministre, comme vous vous en rappelez, alla à Québec, et le ministre de la Justice alla à Toronto, et tous deux furent bien écoutés. Le ministre de la Justice expliqua à la population de Toronto—et je dois lui rendre la justice de dire qu'il parle généralement en homme courageux—que, bien qu'ils n'eussent pas obtenu tout ce qu'ils avaient le droit d'avoir, ils avaient reçu un à-compte et qu'ils recevraient davantage. A Québec, le premier ministre a expliqué que l'on n'avait reçu qu'un à-compte, que l'on recevrait davantage et que, comme M. Russell l'expliquait, dans sa lettre, ce n'était là que le commencement de la justice. Ceci nous amène au point culminant, au faite de partage, car jusqu'alors nous ne pouvons dire—bien que j'aie moi-même beaucoup de doutes sur ce point—si le premier ministre était honnête ou sincère, ou s'il jouait la comédie, mais depuis lors, il est redescendu, il a commencé à travailler dans l'ombre, à tromper le peuple pour le moment, comme en faisant faire les élections et en présentant son bill. Il fallait faire quelque chose, et je ne doute pas que le ministre de la Justice ne soit venu à son secours, et qu'il n'ait été jugé nécessaire de l'envoyer en mission à Rome. L'une des plus grandes institutions que le monde ait jamais vues est l'Eglise catholique romaine. Lorsque je parle de cette Eglise, je veux en parler avec le plus grand respect. J'ai le plus profond respect pour les opinions d'autrui, et je prétends avoir droit au même respect pour mes propres opinions et pour mes convictions religieuses. Tout le monde admet que l'Eglise catholique romaine renferme dans son sein une vaste multitude des intelligences les plus brillantes, des hommes les plus instruits, et des hommes les mieux doués sous le rapport de l'entendement, du talent et du génie diplomatique. En un mot, c'est l'une des plus grandes forces que le monde ait jamais connues. Or, si nous en arrivons à la conclusion que nous luttons aujourd'hui, en quelque manière que ce soit, avec ce pouvoir, avec cette Eglise travaillant pour ce qu'elle croit absolument être juste, pour ce qu'elle considère comme étant son devoir, tandis que, d'un autre côté, nous croyons que les intérêts véritables du Canada ne sont pas liés aux aspirations de l'Eglise catholique romaine, alors il est de notre devoir de nous tenir sur le qui-vive et d'opposer l'intelligence à l'intelligence, le raisonnement au raisonnement—mais non les passions aux passions—afin d'assurer au Canada les droits que nous croyons être dans l'intérêt du peuple en général. Qu'il me soit permis de citer ici la description de l'Eglise de Rome que faisait naguère le ministre de la Justice alors Solliciteur général. Parlant de son

voyage à Rome, le Solliciteur général disait, page 163 des "Débats" de 1897 :

Puis, je suis revenu au pays et après mon retour, un autre est arrivé. Mais, M. l'Orateur, soyons sérieux.

Une VOIX : Ecoutez ! écoutez !

Le SOLLICITEUR GENERAL : Je suis allé à Rome, non pas envoyé par le cabinet canadien, ni dans ses intérêts. Je me répète peut-être un peu trop et la note personnelle domine peut-être trop dans mon discours, au jugement des honorables députés; je suis allé à Rome, ai-je dit, à simple titre de catholique romain pour exposer au chef de mon Eglise un grief qui m'était commun avec d'autres co-religionnaires. Certes, j'éprouve, de concert avec nombre d'autres catholiques romains, un véritable bonheur à la pensée que, parmi un corps religieux qui compte dans son sein au delà de 240,000,000 de sujets, le plus humble d'entre nous peut aller à Rome et, au bout de deux jours d'attente, se jeter aux pieds du Père commun des fidèles, lui exposer ses griefs, sûr d'en être entendu et bien accueilli. C'est là pour moi personnellement et pour tous mes co-religionnaires un sujet d'orgueil bien légitime.

Que ce soit là ou non un sujet d'orgueil, je suis prêt à admettre qu'un membre dévoué de cette Eglise doit éprouver à ce sujet un sentiment de vive satisfaction, et que cela ne peut manquer de provoquer l'admiration des gens qui n'appartiennent pas à cette Eglise, lorsqu'il voit la façon merveilleuse dont sont administrées les affaires de cette grande Eglise qui renferme aujourd'hui dans son sein, non seulement 240,000,000, mais 300,000,000 de fidèles, et l'habileté merveilleuse avec laquelle est réglé chacun des détails de l'Eglise catholique romaine.

L'influence du pape est chose peu comprise en général. On parle bien de l'empire britannique, de la Russie, de l'Allemagne et de la France, et l'on s'imagine avoir tout dit quand on a parlé de la puissance, soit de la reine d'Angleterre, soit de l'empereur de Russie, soit de l'empereur d'Allemagne. Et cette influence, toutefois, n'est en rien comparable à celle dont dispose le vieillard qui règne au Vatican. Si la Chambre veut bien me le permettre, je vais lui dire ce qu'a écrit à ce sujet l'historien Justin McCarthy.

M. IVES : Parent de Dalton ?

Le SOLLICITEUR GENERAL : Je ne doute point que cet honorable député ne fût fier, et a juste titre de l'amitié ou de la parenté de cet historien.

J'admets cela, moi aussi :

Le pape, la chose est entendue, jouit, en tant que conseiller, d'une influence et d'un droit d'intervention dans tous les pays du globe.... L'œil du Vatican, son intelligence, son cœur pénètrent jusqu'aux coins les plus reculés du monde. Nul système administratif au monde n'exerce une surveillance aussi universelle, aussi pleine de vigilance, aussi nécessaire. Le réseau de l'autorité papale embrasse dans ses mailles toute l'humanité. Et dans ce sens, le Vatican est le centre de la terre.

Et cela continue ainsi. Or, je ne conteste pas un seul mot de ce qui précède. Ce n'est pas par dérision que j'en parle. Je crois qu'il